

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 15/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SMRC Automotive Modules France SAS

2 avenue de Lattre de Tassigny
B.P. 21
90200 ROUGEGOUTTE

Références :UID257090/SPR/MV/ST 2022 - 1215B
Code AIOT : 0012800083

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2022 dans l'établissement SMRC Automotive Modules France SAS implanté 2 avenue de Lattre de Tassigny B.P. 21 90200 ROUGEGOUTTE. L'inspection a été annoncée le 01/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMRC Automotive Modules France SAS
- 2 avenue de Lattre de Tassigny B.P. 21 90200 ROUGEGOUTTE
- Code AIOT : 0012800083
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société SMRC à Rougegoutte est composée de deux sites de production (unités 1 et 2). L'unité 1 est spécialisée dans la fabrication de panneaux de portes pour l'industrie automobile. Les principaux produits fabriqués actuellement étant les panneaux de portes P84.

Les principales activités de ce site sont :

- la réception et le stockage des matières premières et composants,
- la fabrication de matières plastiques par injection,
- la fabrication de mousse polyuréthane,

- l'assemblage,
- le stockage et les expéditions des produits finis.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des effluents aqueux
- bruit
- risque accidentel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Valeurs limites d'émission – point de rejet 4	Arrêté Préfectoral du 12/05/2022, article 6.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Transmission – interprétation des résultats	Arrêté Préfectoral du 12/05/2022, article 7	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
13	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 22	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
14	Ressource en eaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Valeurs limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 29.1	/	Sans objet
8	Mesures périodiques	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 29.2	/	Sans objet
10	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 30.6	/	Sans objet
12	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 34.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plans et schémas de circulation	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 16	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Effluents industriels	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 15.5	/	Sans objet
5	Qualité des effluents rejetés	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 21	/	Sans objet
6	Solvants	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 23	/	Sans objet
9	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 32.1	/	Sans objet
11	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 32.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est apparu lors de la visite que les valeurs limites d'émission des rejets aqueux au point de rejet n°4 ne sont pas respectées.

Par ailleurs, en lien avec l'étude de dangers remises en 2020, l'exploitant ne dispose pas des documents permettant de justifier que le volume des eaux d'extinction est suffisant. Au vu de la localisation du site, cet aspect est particulièrement important en vu de protéger le cours d'eau la Rougegoutte qui serait directement impacté en cas d'accident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plans et schémas de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Plans et schémas de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des eaux pluviales, des eaux d'alimentation, des eaux industrielles et des eaux usées comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire ..), - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs), - les réseaux, - les ouviages d'épuration et les points de rejet de toute nature
<p>Constats : L'exploitant a présenté le jour de la visite un plan remis à jour en 2021 et faisant apparaître les 6 points de rejets, la circulation des eaux pluviales. En revanche ce plan ne comporte pas, l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection, les ouvrages de toutes sortes.</p> <p>A la suite de la visite l'exploitant a transmis un schéma de circulation des eaux à jour en date du 06/10/2022 comportant les éléments requis à l'article 16 de l'arrêté préfectoral de 2007.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Effluents industriels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 15.5
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents industriels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les effluents industriels sont constitués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des eaux de lavage des sols, - des purges des circuits des installations de refroidissement, - des purges des circuits de la chaufferie, - des eaux de la cabine de peinture. <p>Les eaux de lavage des sols et les eaux de purge sont rejetées dans le réseau d'assainissement collectif, sous réserve de l'accord de son gestionnaire Tout autre rejet à caractère industriel est interdit. En particulier, les eaux de la cabine de peinture sont éliminées comme des déchets suivant les dispositions du présent arrêté</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué le jour de la visite que l'activité de peinture a cessé et qu'il n'y a pas de circuit de refroidissement au niveau du site. Les eaux industrielles sont donc constituées uniquement des eaux de lavage des sols et éventuellement des purges des circuits de la chaufferie.</p> <p>L'exploitant doit, avant la fin du délai contradictoire lié au présent rapport, transmettre à l'inspection des installations classées, une notification de cessation partielle d'activité relative à l'activité de peinture.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Valeurs limites d'émission – point de rejet 4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2022, article 6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission – point de rejet 4

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Au point de rejet n°4, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

Paramètre ou substance	Code sandre	Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut)	Flux		Périodicité minimale d'autosurveillance
			Maximum journalier (en g/j par défaut)	Pour information, % de contribution du flux admissible sur la masse d'eau	
pH	1302	compris entre 5,5 et 8,5	/	/	Trimestriel
Température	1301	≤ 30°C	/	/	Trimestriel
Odeur		Absence de nuisances olfactives	/	/	/
Couleur	1309	Modification de la coloration du milieu	/	/	/

		récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.			
Débit	1552	Max jour : 5 m³/j	/	/	Hebdomadaire**
MES	1305	600	3000	0,99	Annuel
DBO5	1313	800	350	0,96	Annuel
DCO	1314	200	1500	0,83	Annuel
Azote global	1551	150	10	0	Annuel
Phosphore total	1350	50	10	0,83	Annuel
Chrome	1389	0,5	0,2	0,97	Annuel
Cuivre	1392	0,5	0,6	9,92	Trimestriel
Nickel	1386	0,5	0,2	0,83	Annuel
Zinc	1383	2	4,5	9,54	Trimestriel
Manganèse	1394	1	5	/	Annuel
Etain	1380	2	0,09	0,99	Annuel
Fer + Aluminium	7714	5	25	/	Annuel
AOX	1108	1	5	/	Annuel
Hydrocarbures totaux	7009	10	20	/	Annuel
Plomb	1382	0,07	0,35	4,82	Trimestriel
Anthracène*	1458	0,0012	0,006	0,99	Semestriel***
Diphényléthers bromés (somme des composés)	/	0,05	0,25	/	Semestriel***
Tétra BDE 47	2919	0,05	0,25	/	Semestriel***
Penta BDE 99	2916	0,05	0,25	/	Semestriel***
Penta BDE 100	2915	0,05	0,25	/	Semestriel***
Hexa BDE 153	2912	0,05	0,25	/	Semestriel***
Hexa BDE 154	2911	0,05	0,25	/	Semestriel***
Hepta BDE 183	2910	0,05	0,25	/	Semestriel***
Déca BDE 209	1815	0,05	0,25	/	Semestriel***
Cadmium	1388	0,0009	0,0045	0,93	Semestriel***
Fluoranthène	1191	0,00007	0,00035	0,92	Semestriel***
Naphtalène	1517	0,05	0,1	0,83	Semestriel***
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	7088	2,00E-05	1,00E-04	9,73	Annuel
Benzo(a)pyrène	1115	2,00E-05	1,00E-04	9,73	Annuel
Benzo(b)fluoranthène	1116	2,00E-05	1,00E-04	/	Annuel
Benzo(k)fluoranthène	1117	2,00E-05	1,00E-04	/	Annuel

[...] Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite [...]

Constats : L'exploitant dispose d'un plan de surveillance informatisé reprenant les fréquences et les paramètres à analyser au niveau des points de rejet.

Il a présenté le jour de la visite le dernier rapport d'analyse du point de rejet n°4 réalisé par l'APAVE en date d'août 2022.

Celui-ci fait état de dépassement pour les paramètres suivants (résultats instantanés) :

- DCO : 1380 mg/L (concentration maximale journalière autorisée : 200 mg/L)
- Hydrocarbure : 24 mg/L (concentration maximale journalière autorisée : 10 mg/L)
- Cuivre 1,16 mg/L (concentration maximale journalière autorisée : 0,5 mg/L)
- Cadmium 0,0068 mg/L (concentration maximale journalière autorisée : 0,0009 mg/L)
- Plomb : 0,157 g/L (concentration maximale journalière autorisée : 0,07 mg/L)
- Zinc : 7,540 mg/L (concentration maximale journalière autorisée : 2 mg/L)
- Fluoranthène : 0,694 mg/L (concentration maximale journalière autorisée : 0,00007 mg/L)

L'exploitant a par ailleurs indiqué que des dépassements sur certains paramètres étaient régulièrement constatés sans qu'il puisse en expliquer la cause et mettre en place des mesures permettant de respecter les concentrations maximales. L'exploitant envisage toutefois de supprimer le point de rejet n°4, ces éléments sont détaillés ci-dessous.

Le fait pour l'exploitant de ne pas respecter, dans le cadre de mesures instantanées, le double des concentrations maximales journalières au point de rejet n°4 constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral du 12/05/2022.

L'exploitant a indiqué que les eaux du point de rejet n°4 sont exclusivement composées des eaux de lavage qui sont vidangées une fois par jour.

Il a également fait part des difficultés à réaliser le prélèvement du fait du débit non continu au niveau du point de rejet et a indiqué que lors des prélèvements, il était nécessaire de rajouter de l'eau claire afin d'avoir suffisamment de rejet. Les analyses ne sont en conséquences pas représentatives de la réalité puisque les rejets sont dilués au moment des prélèvements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Transmission – interprétation des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2022, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission – interprétation des résultats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du présent arrêté, les analyse et les interprète. Il prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. [...] Les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par le présent arrêté sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans le mois suivant la réalisation des mesures du site. L'exploitant joindra aux télédéclarations périodiques, les rapports de surveillance contenant notamment le détail des prélèvements et bordereaux d'analyse.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer d'où provenaient les dépassements et n'a pas mis en place d'actions correctives. En lien avec le constat de dépassement des valeurs limites réalisé précédemment, l'exploitant devra mettre en place un plan d'action visant à revenir à des valeurs de rejet conforme. Celui-ci a indiqué qu'il envisageait de supprimer le point de rejet n°4 en évacuant les effluents via un prestataire avec une filiale de traitement appropriée. Dans le cas où cette solution serait retenue, l'exploitant devra transmettre un dossier de modification des conditions d'exploitation. L'exploitant peut également envisager de modifier son mode de nettoyage avec la mise en place d'un nettoyage plus à sec par exemple. Par ailleurs, les résultats de surveillance n'ont pas été transmis à l'inspection des installations classées. L'exploitant devra, dès les prochaines analyses, transmettre les résultats à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Qualité des effluents rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 21						
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des effluents rejetés						
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet						
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance définies ci-dessous : Emissions canalisées :						
Installation concernée	Paramètre	Concentration	Flux total	horaire	Flux annuel	Fréquence de surveillance
Cabine de peinture (cheminées 1, 2, 3, 5, 8)	Composés Organiques Volatils (équivalent carbone)	100 mg/m ³	200 g		7 tonnes	Annuelle
Pour les valeurs limites fixées ci-dessus : <ul style="list-style-type: none"> - le débit des effluents est exprimé en mètre cube par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 °K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec), excepté les installations de séchage où les mesures se font sur gaz humides, - les concentrations sont exprimées en masse par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées et lorsque cela est spécifié, à une teneur de référence en oxygène, - les valeurs limites de rejets s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure. 						
Emissions diffuses : Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisés. L'exploitant définit dans des consignes les modalités d'entretien et d'exploitation des installations permettant de respecter les normes susvisées. L'utilisation de composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, ainsi que de substances ou préparations auxquelles sont attribuées, ou sur lesquelles doivent être apposées, les phrases de risques R45, R46 et R49, en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, est interdite.						
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait plus d'activité de peinture au niveau du site. Cette modification sera intégrée par l'inspection des installations classées lors de la rédaction de l'arrêté préfectoral complémentaire en lien avec la dernière étude de dangers.						
Type de suites proposées : Sans suite						
Proposition de suites : Sans objet						

N° 6 : Solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 23						
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants						
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet						
Prescription contrôlée : La consommation de solvants doit être inférieure à 15 tonnes par an. L'exploitant établit un plan de gestion des solvants mentionnant les entrées et les sorties de solvants de l'installation pour l'année en cours.						
Constats : Comme indiqué précédemment, il n'y a plus d'activité peinture ni de consommation de solvants.						
Type de suites proposées : Sans suite						
Proposition de suites : Sans objet						

N° 7 : Valeurs limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 29.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de bruit

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci Conformément à arrêté ministériel du 23 janvier 1997, les émissions sonores engendrées par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementés, d'une émergence supérieure aux valeurs sui vantes :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h sauf les dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Les zones à émergence réglementée sont constituées des habitations voisines du site.

Le respect des critères d'émergence ainsi définis conduit à fixer, à la date du présent arrêté, des niveaux de bruit maximum en limite de propriété de l'établissement, installations en fonctionnement, aux emplacements repérés à l'annexe IV du présent arrêté selon le tableau ci-dessous :

Emplacement	1	2	3	4
Niveau de bruit pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	64	55.7	55.7	55.7
Niveau de bruit pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	46	49.5	49.5	49.5

Remarque :

Les valeurs sont exprimées en L50, compte tenu des interférences liées au trafic routier

Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le jour de l'inspection la dernière étude de bruit.

Il doit, transmettre celle-ci à l'inspection des installations classées, avant la fin de délai contradictoire lié au présent rapport.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 29.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et au minimum tous les cinq ans, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi avec l'accord de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement Ces mesures destinées, en particulier, à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations aux points 1, 2, 3 et 4 du plan joint en annexe IV Le premier contrôle de ce type devra être effectué dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats transmis à inspection des installations classées Tout constat de dépassement de ces niveaux, notamment à l'occasion des mesures prévues au présent article, devra être complété d'une vérification de l'émergence engendrée par l'établissement dans les zones à émergence réglementée En outre, l'exploitation sera menée de façon à limiter le plus possible l'utilisation des installations extérieures la nuit.
Constats : Comme indiqué précédemment, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le jour de l'inspection la dernière étude de bruit. Si la dernière étude de bruit date de plus de 5 ans l'exploitant devra par ailleurs, faire réaliser une nouvelle mesure des niveaux d'émission sonore et transmettre mes résultats dès leur réception à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 32.1
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation dites zones à risques qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Toutes mesures de prévention et d'intervention doivent être prises en conséquence.
Constats : L'exploitant a présenté le jour de la visite, le plan des zones à risques intégré dans le POI. Ce plan est également repris dans la dernière mise à jour de l'étude de dangers (EDD). Il avait été demandé lors de la dernière inspection et dans la demande de compléments relative à l'EDD en date du 17 février 2020 de faire apparaître sur ce plan les tuyauteries gaz afin de pouvoir éventuellement mettre en relation la présence du potentiel de danger avec la proximité d'une cible. Ces éléments ne sont toujours pas présents au sein du plan des zones de risques. Il a, par ailleurs, été constaté lors de la visite qu'il s'agit de tuyauteries aériennes situées à l'extérieur du bâtiment et pouvant être à l'origine de phénomène dangereux en cas de choc. L'exploitant doit en conséquence intégrer les tuyauteries gaz à son plan.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 30.6
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après installation ou modification. Les contrôles doivent être effectués tous les ans par un organisme agréé. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté le jour de la visite le dernier rapport de vérification Q18 en date du 06/12/2021 indiquant que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Les constats d'absence ou d'inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités et de présence de poussière susceptible de provoquer un danger dans les armoires avaient déjà été signalés.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un plan d'action était mis en place et suivi par le service de maintenance dans la GMAO.</p> <p>Le responsable HSE ne disposait pas des accès le jour de la visite et n'a pas pu indiquer les actions correctives mises en place. Il doit, avant la fin du délai contradictoire lié au présent rapport, transmettre à l'inspection des installations classées, les actions mises en place afin de maintenir les installations électriques en bon état.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 32.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, judicieusement répartis dans les installations et accessibles en toutes circonstances, [...] Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces opérations sont consignés dans un registre. [...]</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté lors de la visite : - le dernier rapport Q1 en date du 09/09/2022 concernant l'installation de sprinklage ; - le dernier rapport Q4 en date du 16/12/2021 de la société Desautel concernant les extincteurs ; - le dernier rapport en date du 03/05/2022 de la société Oldham pour la vérification des détecteurs gaz ; - le dernier rapport de 2021 de la société Desautel pour les détecteurs de fumée ; attestant de la vérification et de l'entretien des moyens de lutte contre l'incendie et indiquant le remplacement immédiat du matériel si nécessaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 34.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le jour de la visite, un état des stocks indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. En revanche, il dispose bien d'un plan général des stockages intégré au POI. Il a été constaté lors de la visite que les stocks réels correspondent à ce qui a été indiqué dans l'EDD notamment pour le polyol et l'isocyanate avec la présence de 2*6 GRV placées sur rétention dans un rack de stockage dans l'atelier. L'exploitant doit, avant la fin de délai contradictoire lié au présent rapport, mettre en place un état des stocks indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2661 - article 22</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>[...] Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p>Constats : Il avait été demandé à l'exploitant au travers des rapports d'inspection du 21/12/2017, et du 09/04/2020 ainsi que dans la demande de compléments relative à l'étude de dangers en date du 17/02/2020, de transmettre la note de dimensionnement des volumes de confinement disponibles sur site (D9A) en application des dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 27/12/2013.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter ce document le jour de la visite.</p> <p>Il s'avère que d'après les éléments mentionnés dans l'étude de dangers, le site est en capacité de confiner un volume de 188,5 m³ en cas d'incendie.</p> <p>Toujours d'après l'étude de dangers, les ressources en eaux disponibles pour la défense incendie s'élèvent à 1 120m³ pour deux heures.</p> <p>Il apparaît donc que le volume de confinement des eaux d'extinction est insuffisant. Au vu de la localisation du site, cet aspect est particulièrement important en vu de protéger le cours de la Rougegoutte qui serait directement impacté en cas d'accident.</p> <p>L'exploitant mentionne d'ailleurs dans son étude de dangers que :</p> <p>« Il apparaît que le volume de confinement disponible pour les eaux d'extinction en cas d'incendie est inférieur aux ressources disponibles pour la lutte contre l'incendie. Une étude complémentaire de mise en conformité des moyens de confinement des eaux d'extinction est requise pour définir les solutions techniquement et économiquement envisageables. La Société SMRC s'engage à faire réaliser cette étude courant de l'année 2021. »</p> <p>L'inspection tient à rappeler à l'exploitant que l'étude de dangers est un document opposable (article 4 de l'arrêté préfectoral de 2007) et qu'il en est responsable, en conséquence l'étude sur la mise en conformité des moyens de confinement des eaux d'extinction aurait du être réalisée en 2021 comme indiqué.</p> <p>L'exploitant a mentionné le jour de la visite que cette étude n'a pas été réalisée.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 14 : Ressource en eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les caractéristiques des ressources en eaux d'extinction et de refroidissement nécessaires (notamment emplacement, débit, quantité) sont conformes au document technique D 9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001) [...]
Constats : En lien avec le constat précédent, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le site disposait des ressources en eaux d'extinction nécessaires et ce conformément au document technique D9 mentionné à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 27/12/13.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois